

Europa++

Pour une Europe - Puissance Indépendante, Souveraine et Solidaire
Le magazine électronique de PanEurope France



Europa++ | N° 28 - Août | [Archives](#) | [Désabonnement](#) | [Abonnement](#) | [Parrainage](#) | [RSS](#)

Grand dossier

Politique industrielle

Analyses

Galileo ou l'aube de la souveraineté européenne

Sur l'Eurogroupe

L'Europe de l'Otan

Ouverture du marché de l'électricité et du gaz

Faits d'actualité

Brevet européen

Small Business Act à la française

Politique de l'eau en Europe

PRESENCIA

Rapport FAO sur l'agriculture biologique

Carbone et bien-être en Europe

L'invité du mois

Pierre Jouyet

Événements

Le blog européen de Toute l'Europe



Édito

Le nouveau rapport de l'Agence Internationale de l'Energie

Economie - Environnement

La crise arrive plus tôt que prévu

L'Agence Internationale de l'Energie, basée à Paris, a été créée pour conseiller les Etats-membres de l'Agence en matière de politique énergétique. Ceux-ci sont aujourd'hui au nombre de 26 (dont la France). Ses études portent aussi bien sur l'évolution des offres (notamment en matière de pétrole) que sur celle de la demande, comprenant les économies d'énergie). Elle a fourni produit plusieurs rapports ces dernières années, pour le compte du G8, que l'on peut consulter sur son site.

Aujourd'hui, dans un nouveau rapport, elle montre que l'accroissement de la hausse de la demande des produits pétroliers, conjuguée avec la raréfaction des ressources économiquement exploitables, va conduire à une accélération de la crise. Plus tôt que prévu, c'est-à-dire dans les 5 ans, les prix devraient monter et de nombreuses activités reposant sur l'exploitation du pétrole vont être affectées. L'AEI déplore que les gouvernements et les entreprises continuent à ne pas tenir compte de ces prévisions.

En effet, au moment où les avertissements relatifs à l'imminence de la crise climatique se font plus pressants, les acteurs politiques et économiques multiplient les appels à la croissance, à la production, au commerce, au libre-échange. à la consommation, d'où ne peut que découler une consommation en forte hausse. Personne par contre ne prévoit les mesures à prendre en cas de crise déclarée, laquelle s'étendra à bien d'autres domaines que ceux liés à l'économie du pétrole. L'Europe à cet égard n'est guère plus sage que les Etats-Unis. Même le très libéral Financial Times le constate.

 AIE

 Article du Financial Times

Jean-Paul Baquiast

 [Nous écrire](#)

Faits d'actualité



Le brevet européen

Economie

Deux réformes profondes permettraient d'harmoniser au niveau européen le droit des entreprises et celui des brevets. Elles concernent l'adoption d'un statut européen de l'entreprise et d'un statut européen des brevets. Dans les deux cas, il s'agirait d'adopter un régime juridique unique en remplacement des régimes définis par les droits nationaux européens. Ceux-ci ont l'inconvénient de ne pas faciliter l'existence d'acteurs économiques européens, dans un monde soumis à l'écrasante présence du droit anglo-saxon. Concernant le brevet européen, on sait que l'adoption de celui-ci découlerait d'une ratification par la France et par les Etats s'y opposant encore, du protocole dit de Londres. Nous n'entrerons

 [Sommaire](#)



Grand dossier

Nécessité de la politique industrielle

Economie

Il faut saluer la convergence d'approche entre les organisations syndicales de salariés et le Medef sur la nécessité de défendre la politique industrielle, que ce soit en France ou en Europe. Le rapport de quelques pages que vient de publier Les Echos va tout à fait dans le sens de ce que nous préconisons depuis longtemps. A une époque où le Cercle des Economistes, dans ses journées d'Aix en Provence du 6,7 et 8 juillet, croit constater que le capitalisme à l'anglo-saxonne

pas ici sur le détail de celui-ci, convenablement étudié dans Wikipedia, à l'article duquel nous renvoyons le lecteur. Les principaux obstacles à son adoption, notamment celui évoqué en France, selon lequel il favoriserait la langue anglaise, ont désormais disparu. Nicolas Sarkozy, relayé par Valérie Pécresse et Jean-Pierre Jouyet dans le journal *Le Monde* du 12 juillet, veulent engager le processus de ratification, en dialogue avec nos partenaires.

Nous n'avons rien à redire à cette intention, sauf à nous demander pourquoi le processus n'est-il pas déjà engagé? L'appel au bon sens lancé par les ministres dans *Le Monde* est-il indispensable? On répondra par l'affirmative, compte-tenu de la nécessité de mobiliser l'opinion. Mais nous pensons qu'en ce domaine européen comme dans beaucoup d'autres, la France doit agir d'abord et s'expliquer ensuite. Sinon de précieux mois sont perdus.

 [Sur le protocole de Londres](#)

Jean-Paul Baquiast

 [Nous écrire](#)

Small Business Act à la française...

Economie - Recherche

... ou à l'européenne?

Le projet consistant à mettre en place un Small Business Act sur le modèle du SBA américain va être défendu par la France à Bruxelles et devant l'OMC. C'est ce que vient d'annoncer le 29 juin le président Sarkozy. Des mesures complémentaires seront nécessaires pour permettre aux PME de grandir, tant en France qu'en Europe

Le projet consistant à mettre en place un Small Business Act sur le modèle du SBA américain va être défendu par la France à Bruxelles et devant l'OMC. C'est ce que vient d'annoncer le 29 juin le président Sarkozy. Le SBA est un des moyens utilisé par les Etats-Unis pour mieux protéger les entreprises et en particulier les PME. Un tel projet trouverait tout son sens au niveau européen. Il donnerait aux PME la capacité de mieux accéder à la commande publique, laquelle se monte à environ "1.000 milliards d'euros par an en Europe", selon la ministre de l'économie Christine Lagarde. Il faudra également engager à cette fin la simplification des codes des marchés.

"Les Américains réservent 20% de leurs commandes publiques aux PME. Je n'accepte pas que la concurrence soit déloyale (...) Il n'y a aucune raison que les Américains aient le droit de faire ce que les Européens n'ont pas le droit de faire" a affirmé Nicolas Sarkozy. Nous ne pouvons

a définitivement conquis le monde, avec l'ouverture des marchés, la concurrence généralisée, le triomphe de la bourse et de la finance, le rapport des partenaires sociaux fait des constatations très différentes.

La première partie du rapport recense des faits:

- L'industrie reste le moteur de la dynamique économique. Certes son périmètre évolue. En raison des phénomènes d'externalisation et de dépendance croissante entre les activités industrielles et de services, la frontière entre les deux secteurs est de plus en plus floue. Néanmoins, la sphère industrielle, élargie à l'immatériel, représente 40 % du PIB. Il en résulte qu'il n'y a pas de développement économique possible sans un socle industriel fort, compétitif, innovant.
- Malgré tout, la désindustrialisation est une menace. En raison du poids économique pris par l'Asie et de la révolution technologique, des transferts géographiques des facteurs de production se produisent et sont perçus comme de la désindustrialisation locale. Mais il est possible de réagir.
- Si aucun secteur ne semble a priori condamné, des productions et des métiers peuvent disparaître et d'autres apparaître et se développer, ce qui traduit le phénomène de renouvellement du tissu économique. Ceci signifie qu'il est vain de tenter de sauvegarder les emplois condamnés par le progrès, qu'il s'agisse "hier des ouvrières du textile ou demain des caissières de supermarchés". Il est intéressant de noter que les syndicats acceptent ce point de vue de bon sens.
- Mais la désindustrialisation n'est pas une fatalité. L'innovation et la productivité globale des facteurs de production libèrent des marges de manoeuvre. Le développement de nouveaux projets industriels en France dépend notamment de la qualité et de l'attractivité de notre espace économique et social.

Dans une deuxième partie le rapport se demande quelle politique peut assurer le développement de l'industrie.

- Une politique industrielle est indispensable. Le Medef, contrairement aux préjugés communément imputés aux patrons, tourne le dos à une logique purement libérale. Le texte estime en effet qu'il faut une vision et la mise en oeuvre d'une politique de long terme, avec une puissance publique [Europe, Etat, collectivités territoriales] qui joue son rôle d'anticipation et d'impulsion de priorités stratégiques par des choix structurants, conçus comme des leviers pour le développement de la production et de biens et services industriels compétitifs sur le territoire national (ou européen).
- Si la politique pour l'industrie (terme préféré en ce cas à celui de politique industrielle) intéresse surtout les industriels, elle concerne également les institutions financières, l'Etat et l'Europe. Les partenaires sociaux souhaitent que l'Union européenne définisse une stratégie de développement industriel et se pense comme un "pays continent". Patronat et syndicats jugent que la dimension industrielle de la politique économique ne peut se définir seulement par une politique de concurrence. Ils déplorent trois lacunes dans la mise en oeuvre des objectifs définis à Lisbonne pour que l'économie européenne soit la plus compétitive au monde en 2010 : les financements, une véritable politique commerciale européenne et les retards pris dans la simplification du brevet européen.
- Si l'avenir de l'industrie française passe par un effort massif d'investissement, le texte souligne l'importance, dans les branches et dans les entreprises, de l'information et de la négociation sociale en amont. En effet, il appartient aux partenaires sociaux et aux pouvoirs publics concernés de conduire une politique de formation pour chacun tout au long de la vie professionnelle, d'anticiper et d'accompagner la mobilité géographique et professionnelle, et de trouver des réponses adaptées permettant d'associer les salariés aux résultats collectifs.

Malgré ce consensus général, tous les désaccords ne sont pas évacués. Le rapport présente un texte complémentaire "Les questions soulevées par certains" qui marque, sinon les limites de la convergence, du moins les points méritant d'être discutés plus complètement.

Il serait intéressant que ce texte soit maintenant soumis aux partenaires sociaux européens, c'est-à-dire aux organisations syndicales (Confédération européenne des syndicats?) et patronales pouvant s'exprimer au niveau de l'Union européenne. On verrait peut-être alors disparaître beaucoup des idées reçues concernant le fait que les autres pays européens ne partagent pas les points de vue français sur la primauté à donner aux industries. Cette primauté, avec la crise énergétique, climatique et environnementale qui s'annonce, sera très certainement de moins en moins discutée par les partenaires sociaux européens.

Notons pour terminer que ce rapport aurait très bien pu être le fait du défunt Commissariat au Plan, supprimé de façon démagogique par un précédent gouvernement. Cet organisme avait le privilège d'offrir un terrain neutre de concertation entre les entreprises, les salariés, les experts. Il a sans aucun doute contribué au redressement de

qu'approuver cette initiative et souhaiter qu'elle soit reprise au niveau de l'Union Européenne toute entière. Mais elle n'aurait de sens que si elle s'accompagnait de mesures permettant effectivement aux PME de grandir et de devenir plus compétitives, y compris à l'exportation hors d'Europe. Ce qui passe par des aides à la recherche et à la création d'entreprises dans les domaines à risques.

Jean-Paul Baquiast



Politique de l'eau en Europe

Economie - Environnement

L'état des eaux se dégrade partout en Europe. Mais la France ne donne pas le bon exemple.

La cour de justice européenne a été saisie d'une plainte contre la France émanant de la Commission européenne, pour cause de pollution persistante des eaux bretonnes. Les professions agricoles, avec en arrière main les industries chimiques, s'indignent et arguent des progrès accomplis, mais le fait est là. Il est confirmé par le rapport de la mission « Ecologie et développement durable » présidé par la sénatrice UMP du Bas Rhin Fabienne Keller et présenté le 27 juin (non disponible en ligne à ce jour) sur la politique de l'eau en France. Il est accablant. La dilution des responsabilités, le manque d'engagement des régions et de l'Etat ont laissé le champ libre, non seulement à la dégradation des cours d'eau mais du fait de la mauvaise qualité des eaux à de multiples atteintes aux santés humaine, animale et végétale. On peut se demander quelle autorité gouvernementale va prendre en main le dossier, entre le nouveau ministère de l'environnement et le ministère de l'agriculture, qui reste très proche des intérêts des exploitants agricoles et éleveurs.

Ceci dit, l'accent mis sur la mauvaise situation des eaux en France ne doit pas faire oublier qu'elle n'est guère meilleure chez nos voisins. Les cultures et élevages hors sols se multiplient et s'accompagnent d'un gaspillage et d'une pollution des eaux croissants. Récemment, les autorités espagnoles se sont, un exemple parmi de nombreux autres, inquiétées de l'épuisement rapide des nappes phréatiques fossiles qui avaient jusqu'ici permis le développement exponentiel des cultures maraîchères sous plastique en Andalousie.

Jean-Paul Baquiast



la France après la guerre. De Gaulle, on s'en souvient, parlait du Plan, produit dudit Commissariat, comme d'une ardente obligation.

Consulter le rapport

Jean-Paul Baquiast



Sommaire



Analyses

Galileo ou l'aube de la souveraineté européenne

Sécurité - Economie - Recherche

Cet article est publié simultanément dans la revue Paneuropa Deutschland et Europa++

Le système de radionavigation et de géolocalisation Galileo est stratégique pour la puissance, l'indépendance et donc la souveraineté de l'Europe. Sa mise en oeuvre par l'Union est indispensable, tant au plan politique, économique ou technologique qu'à celui de la sécurité et de la défense.

Plusieurs systèmes de géolocalisation existent actuellement dans le monde: Global Positionning System (GPS), américain, entièrement opérationnel, Glonass (GLObalnaya Navigatsionnaya Spoutnikovaya Systema), le système russe, partiellement opérationnel et Beidou (Grande Ourse) le système chinois en cours de développement.

A l'origine à finalité militaire, ces systèmes possèdent des applications civiles au développement très rapide et diversifié.

Galileo est un programme défini et voulu par la Commission, c'est l'exemple même d'un programme exprimant un véritable intérêt communautaire, probablement l'un des plus emblématiques.

Les difficultés rencontrées actuellement au niveau des États membres et des industriels partenaires du projet pour son financement et son développement, prouvent que si ce projet avait été uniquement traité dans le cadre intergouvernemental, il n'aurait jamais pu voir le jour. Dans ce cas précis, la technocratie bruxelloise, pourtant souvent décriée, a parfaitement joué son rôle novateur et prospectif.

Les principes

La connaissance précise de la position des objets dans l'espace comme dans le temps, c'est à dire de leur localisation et de leur synchronisation, devient d'une extrême importance dans le domaine civil comme dans celui militaire. Dans l'avenir les applications civiles et commerciales de la géolocalisation vont se développer de manière exponentielle. Il suffit pour s'en convaincre de voir à quelle vitesse évoluent les systèmes offerts actuellement aux automobilistes...

Les systèmes de géolocalisation vont peu à peu organiser la traçabilité instantanée, immédiate et permanente de la plupart de nos activités. Ils constitueront, bientôt, le coeur des systèmes de surveillance et de contrôle aussi bien que de ceux consacrés à la gestion des flux. de transport des personnes et des biens.

Les systèmes de géolocalisation mis en oeuvre par les grandes puissances continentales correspondent ainsi à un impératif de souveraineté, en même temps qu'à un enjeu de société.

C'est la raison pour laquelle, il est crucial, pour l'Union européenne, de disposer d'un tel système. Il est absolument impensable que les Européens s'en remettent aux Américains, aux Russes ou aux Chinois pour assurer ces missions de souveraineté et faire face à ces enjeux.

En particulier, quand on constate avec quelle vitesse et à quelle niveau de précision dans la localisation, se développent les application militaires de la géolocalisation on ne peut que s'inquiéter de la dépendance dans laquelle se placent nos forces armées en ne disposant aujourd'hui que du GPS américain qui peut être à tout moment brouillé ou rendu totalement ou partiellement indisponible.

Le programme européen PRESENCIA

Recherche

Le programme européen PRESENCIA expérimente une forme d'interface cerveau-machine visant à mettre en relation le cerveau d'une personne convenablement appareillée et des avatars se mouvant dans un univers virtuel analogue à celui de Second Life.



Le projet, financé par le 6e programme-cadre de recherche européen, rassemble 15 universités et partenaires européens. Il ne comporte pas de représentant français (sic). Il étudie les modalités d'interaction entre des personnes physiques et des environnements à la fois physiques et virtuels. Les environnements virtuels sont peuplés d'avatars, un peu analogue à ceux qu'offre Second Life. Mais, tandis que dans Second Life, les participants sont des internautes ne pouvant interagir qu'avec le clavier et la souris, dans PRESENCIA, ils sont physiquement présents dans l'installation tout en pouvant interagir directement avec leurs avatars en faisant appel à leur pensée. L'objectif à terme consiste à obtenir un monde entièrement virtuel dans lequel les participants qui y seront immergés pourront naviguer au gré de leur imagination.

Plusieurs solutions sont développées pour ce faire. La première est une interface cerveau/ordinateur (BCI : Brain Computer Interface) non invasive qui mesure les signaux émanant du cerveau à partir d'électrodes attachées au crâne et qui les traite avec un équipement d'électro-encéphalographie. Le système identifie les informations correspondant à l'activité neuronale en réponse à des ordres simples imaginés par le sujet : avancer une jambe, tourner à gauche ou à droite, etc. Il en résulte des instructions qui sont transmises à un avatar représentant le sujet. Celui-ci est installé dans une salle sur les murs de laquelle sont projetés les éléments d'un univers virtuel. Il est donc immergé sans efforts dans ce dernier et peut facilement imaginer les mouvements qu'il commande à son avatar.

On voit que de telles expériences permettront, non seulement de préciser les signaux neuronaux correspondant à tel ou tel ordre donné par la pensée, mais d'explorer les réactions mentales d'un sujet

Les objectifs

Galileo n'est en principe qu'un programme civil. Toutefois, le conseil des ministres de l'Union s'est bien gardé de toute exclusion des applications de défense. Même si celles-ci représentent encore pour certains États membres un sujet tabou, atlantisme oblige, le système a été conçu pour que les applications de défense, qui à un moment ou à un autre, se révéleront nécessaires, ne demandent aucune modification du système et ne génèrent aucun surcoût.

En juillet 2004 l'Union a adopté une action commune mettant en place le cadre indispensable à la prise de décision en situation de crise : en cas d'urgence, le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune prendra les mesures nécessaires concernant l'utilisation du système. Galileo sera ainsi le premier outil européen au service de la politique étrangère et de sécurité commune.

Galileo a pour objectif de permettre aux Européens de disposer d'un système de positionnement et de datation autonome, robuste de couverture mondiale, délivrant un signal précis compatible et interopérable avec le GPS américain et le Glonass russe, garantissant continuité du service et intégrité du message.

Les services

Galileo fournira cinq services, certains seront payants, d'autres seront gratuits:

- * l'Open Service (OS), ou service ouvert, à la disposition gratuite de tout utilisateur possédant un récepteur Galileo;
- * le Commercial Service (CS) proposant des prestations à forte valeur ajoutée moyennant le paiement d'un droit;
- * le Safety Of Life Service (SOL) ou service de sauvegarde de la vie humaine, fournissant un signal de haute précision et intégrité, notamment pour la navigation aérienne;
- * le Public Regulated Service (PRS) à la disposition des autorités publiques en toutes circonstances, réservé à la gestion des crises et de l'activité des autorités publiques;
- * enfin le Search and Rescue Service (SAR) système dont l'efficacité sera très supérieure à celle des systèmes actuels, en terme de précision de localisation et de retour d'information vers les victimes, naufragés ou accidentés.

Pour accomplir l'ensemble de ces missions, Galileo disposera d'une infrastructure stratégique nécessitant la mise en oeuvre de méthodes de sécurisation spécifiques et rigoureuses, et, bien entendu des outils correspondants.

Il est essentiel, en effet, que les capacités de positionnement et de navigation offertes par le système Galileo ne puissent nuire aux intérêts vitaux de l'Union européenne, de ses membres ou de leurs alliés. L'Union doit être en mesure de contrer à tout moment des tentatives de déstabilisation ou d'usage hostile du système. Ceci implique le définition d'une doctrine d'emploi rigoureuse.

Galileo et la politique spatiale européenne

Pour bien saisir l'importance de Galileo, il faut le replacer dans le contexte de la politique spatiale de l'Union européenne.

Lors d'un colloque organisé à Toulouse le 17 novembre dernier, par Paneurope France, les enjeux géopolitiques d'une stratégie spatiale pour la souveraineté de l'Union ont été mis en évidence.


C'est dans ce sens que ce sont exprimés les intervenants paneuropéens de cette importante manifestation : l'Archiduc Otto de Habsbourg, Alain Terrenoire, Dirk Voss, le Général Favin Lévêque, Jean-Paul Baquiast et moi-même.

Une relance mondiale : nouveaux acteurs nouveaux enjeux

Depuis l'annonce par les Etats Unis, en 2004, de leur retour sur la Lune, pour 2020, et d'un débarquement sur Mars pour 2030, l'actualité spatiale connaît une véritable explosion. En 2005, la Chine a réussi son deuxième vol habité. Elle lance à son tour un programme lunaire pour 2020. Dans le domaine militaire la Chine a été en mesure de neutraliser en 2006, un satellite espion américain, en l'éblouissant par un faisceau laser. Moins de six mois plus tard, elle a détruit en orbite un de ses satellites hors service par

complètement plongé dans un environnement virtuel. Celles-ci seront-elles semblables ou différentes de celles résultant de l'interaction avec le monde réel ? On sait que les spécialistes des mondes virtuels affirment que, pour peu que ces mondes se rapprochent du monde réel, les sujets ne peuvent plus les distinguer. A partir de ce moment, ils peuvent imaginer des actions qui leur seraient impossibles dans la réalité. Etudier leurs comportements dans de telles situations pourrait, entre autres, faciliter la rééducation de personnes paralysées. Mais à terme, bien d'autres applications intéressantes des sciences cognitives pourront être envisagées, sur le thème de la consistance de la conscience confrontée à divers « réels ».

 [PRESENCIA](#)

 [Article du site Automates Intelligents : Les Interfaces cerveau/ordinateur non invasifs ont le vent en poupe](#)

Jean-Paul Baquiast et Christophe Jacquemin

 [Nous écrire](#)

Le rapport de la FAO sur l'agriculture biologique

Economie - Environnement

L'agriculture biologique face au défi de la sécurité alimentaire

L'agriculture biologique est un système de gestion globale de la production qui exclut l'utilisation d'engrais et de pesticides de synthèse et d'organismes génétiquement modifiés, réduit au maximum la pollution de l'air, du sol et de l'eau, et optimise la santé et la productivité de communautés interdépendantes de végétaux, d'animaux et d'êtres humains".
L'Europe, grande puissance agroalimentaire, se doit de donner l'exemple au monde en matière d'utilisation et de promotion de l'agriculture biologique.

“L'agriculture biologique n'est plus un phénomène propre aux pays développés. En 2006, elle était pratiquée dans 120 pays sur un total de 31 millions d'hectares et représentait un marché de 40 milliards de dollars”, souligne la FAO dans un rapport Agriculture biologique et sécurité alimentaire présenté à la **Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire** qui s'est tenue du 3 au 5 mai 2007 à Rome au siège de la FAO.

Le rapport identifie les points forts et les

un tir de missile balistique. En 2006, l'Inde annonce le lancement d'un programme de vols habités pour 2014, ceci dans le cadre d'une planification à vingt-cinq ans. Elle est parvenue en 2007 à récupérer intact un de ses satellites se dotant ainsi des moyens techniques et opérationnels d'un alunissage d'astronautes pour 2020. De son côté le Japon affiche un programme lunaire pour 2020. Si l'on ajoute à ces programmes la poursuite par les Russes de leurs propres programmes civils ou militaires, on s'aperçoit que la course à l'espace est relancée.

Mais par rapport à celle des années soixante elle s'accélère et surtout implique de nouveaux acteurs. La compétition spatiale devient un enjeu majeur de la compétition multipolaire. La politique spatiale, composante majeure de la souveraineté technologique, concept forgé et développé par Paneurope France et Paneuropa Union Deutschland au cours de leurs deux colloques fondateurs de Paris (avril 2004) et Augsburg (novembre 2005), devient ainsi un élément essentiel de la souveraineté politique des grands ensembles géopolitiques continentaux.

C'est à ces bouleversements que doit répondre l'Europe et, en particulier, l'Allemagne et la France, qui, là comme ailleurs, doivent reprendre leur rôle d'avant garde. Or la stagnation de leurs investissements spatiaux ne les y prépare pas, mais leur histoire et leurs compétences doivent leur permettre de relever le défi. Nous connaissons en ce moment une étrange situation : grâce aux succès technologiques et commerciaux d'Ariane, les Européens sont persuadés qu'ils mènent une grande politique spatiale alors que ces succès sont le résultat d'une stratégie définie et engagée il y a quarante ans, malheureusement aujourd'hui sans suite.

Pour ne pas perdre pied dans la compétition mondiale pour l'espace, l'Europe a besoin d'analyser les impasses actuelles, en particulier ce qui provient des problèmes de financement, mais aussi et surtout ce qui est le résultat de l'absence de vision à long terme, de volonté politique et de sensibilisation en profondeur de l'opinion publique.

De ce point de vue Galileo est exemplaire.

Le programme est en crise pour deux raisons, la première est financière elle tient au caractère marchand et civil que l'on a voulu donner au projet pour bien montrer que l'on se situait, conformément aux principes du libéralisme, résolument dans le cadre de l'économie de marché. Cette vision irénique et peu réaliste des choses, partagée, bien entendu, par aucun des autres grands acteurs géopolitiques de la conquête spatiale, a rapidement montré ses limites. Sur ce point le problème semble résolu puisque la Commission grâce à l'action énergique de son vice président Jacques Barrot a décidé de financer les infrastructures de Galiléo sur fonds publics à hauteur de 2,4 milliards d'euros. Le second point, en revanche, est plus délicat puisqu'il ne semble pas y avoir sur les objectifs du projet et surtout sur l'impérieuse nécessité pour l'Europe de disposer d'un système indépendant de géolocalisation autonome par rapport au GPS américain, un réel consensus.

On peut considérer que Galileo, clef de voûte, on l'a vu, d'un système planétaire de gestion de données et d'informations stratégiques est la première et indispensable étape d'une politique spatiale européenne à redéfinir, à financer et à mettre en oeuvre pour les vingt-cinq prochaines années. Galileo est la pierre de touche de cette nouvelle politique. Si d'aventure ce programme crucial pour l'Union n'aboutissait pas, non seulement l'Europe n'atteindrait jamais l'objectif très ambitieux, mais légitime fixé à Lisbonne de devenir la première économie de la connaissance mais encore on pourrait sérieusement douter de sa volonté d'être réellement présente, demain, dans l'espace, théâtre futur du grand défi multipolaire qui s'annonce.

Ainsi que les y invitent les deux parlementaires, auteurs du récent rapport de l'Office français d'évaluation des choix scientifiques et technologiques les Européens ont à choisir des maintenant entre « l'audace ou le déclin ». Ils leur reste peu de temps pour décider.

A la différence des autres acteurs du monde multipolaire, les Européens ne semblent pas percevoir combien leur indépendance et leur liberté d'action dans un monde dangereux dépend de leur détermination à mettre en oeuvre au niveau de l'Union une politique spatiale à la fois civile et militaire. Malgré les bonnes intentions exprimées dans différents rapports, livres verts ou blancs, pourtant parfaitement clairs, sur le sujet mais restés, pour le moment, sans grand écho, la volonté semblant faire défaut;

Au-delà de cet impératif de sécurité et de souveraineté l'Europe doit utiliser l'outil spatial pour poursuivre son rôle séculaire dans la découverte et l'exploration, renforcer sa cohésion par le lancement de grands programmes mobilisateurs et enthousiasmer ainsi par les perspectives qu'ils offrent dans de multiples domaines et bien au delà des seules technologies spatiales, les nouvelles générations.

faiblesses de l'agriculture biologique en ce qui a trait à sa contribution à la sécurité alimentaire. Il analyse les caractéristiques de la chaîne d'approvisionnement biologique au regard de la Plate-forme du droit à l'alimentation. Et il formule des propositions en matière de politique et de recherche en vue d'améliorer les performances de l'agriculture biologique au triple plan national, international et institutionnel.

“La principale caractéristique de l'agriculture biologique est qu'elle s'appuie sur des biens de production disponibles sur place et n'utilise pas de carburants fossiles; le recours à des procédés naturels améliore aussi bien le rapport efficacité-coût que la résilience des écosystèmes agricoles au stress climatique”, selon le rapport.

“En gérant la biodiversité dans le temps (rotation des cultures) et l'espace (cultures associées), les agriculteurs bio utilisent la main-d'oeuvre et les services environnementaux pour intensifier la production de manière durable. Autre avantage: l'agriculture biologique rompt le cercle vicieux de l'endettement pour l'achat d'intrants agricoles, endettement qui entraîne un taux alarmant de suicides dans le monde rural.”

Le rapport reconnaît que “dans les pays en développement, la plupart des produits alimentaires biologiques certifiés sont destinés à l'exportation” et ajoute que “lorsque les cultures de rente sont liées à des améliorations agroécologiques et procurent des revenus supplémentaires aux paysans pauvres, cela entraîne une meilleure autosuffisance alimentaire et un regain de vitalité pour les petites exploitations agricoles”.

Toujours selon le rapport, certaines conditions doivent être réunies lorsqu'on se convertit à l'agriculture biologique. Il s'agit principalement de la connaissance agroécologique et de la disponibilité de la main-d'oeuvre. “La gestion biologique est une approche cognitive nécessitant une bonne connaissance des processus agroécologiques et elle reste une contrainte là où la main-d'oeuvre est rare, notamment au sein des populations décimées par le sida.”

Le rapport cite des modèles récents sur l'approvisionnement mondial qui montrent que l'agriculture biologique peut produire assez par tête d'habitant pour nourrir la population actuelle de la planète.

“Ces modèles suggèrent que l'agriculture biologique a le potentiel de satisfaire la demande alimentaire mondiale, tout comme l'agriculture conventionnelle d'aujourd'hui, mais avec un impact mineur sur l'environnement”, selon la FAO.

Ce dernier point est important. Il est essentiel de rendre à l'effort spatial européen son élan de jadis en lui donnant toute sa dimension politique et géopolitique mais probablement aussi sa dimension onirique, car lorsque la politique et la science ne font plus rêver, il n'est plus ni de science ni de politique qui vaille.

Conquérir l'espace c'est réenchanter le monde, c'est aussi réenchanter la politique, impérieuse nécessité en ces temps de désarroi.

La politique spatiale européenne est le témoignage majeur de la volonté d'indépendance européenne. C'est en cela que Galileo qui ouvre une nouvelle ère est l'aube de la souveraineté européenne.

Comme toujours dans l'histoire, les grandes aventures ne s'engagent pas sans un puissant soutien de l'opinion. Les Américains l'ont bien compris dont l'effort spatial est soutenu par des oeuvres de fiction, cinéma, télévision et jeux vidéo. Comment se fait-il que le cinéma européen n'ait pas créé depuis cinquante ans la moindre oeuvre majeure dans ce domaine? Il y a là plus qu'une coïncidence.

Aux Etats Unis la Mars Society qui dispose de puissants moyens et soutiens joue un rôle très important d'entraînement, notamment chez les jeunes, en faveur de la politique spatiale. Le moment n'est il pas venu de créer la Ligue Européenne de l'Espace avec le soutien de tous les paneuropéens?

Tous les ans les Européens dépensent 150 euros par an pour les jeux de hasard. Dans le même temps ils consacrent 1,50 euros à l'espace. Avec simplement 8 euros, soit le prix d'une place de cinéma, ils pourraient se payer la politique dont l'Europe a besoin pour assurer sa présence scientifique, technologique, économique, culturelle et géopolitique dans le monde qui vient. L'Agence spatiale européenne, avec le soutien sans faille de l'Union et des Etats membres, ainsi que de ses grands partenaires publics, privés, et en premier lieu celui de l'Allemagne et de la France, doit devenir l'inspirateur et le moteur de cette renaissance. Il est temps d'éclairer et de mobiliser dans ses profondeurs l'opinion européenne. Paneuropa Union Deutschland et Paneurope France peuvent jouer un rôle déterminant dans cette grande aventure.

Jean-Claude Empereur

 [Nous écrire](#)

 [Sommaire](#)

De l'Eurogroupe à un gouvernement économique et politique de la zone Euro

Institutions - International - Economie

La visite de Nicolas Sarkozy auprès des ministres de la zone Euro n'a pas été placée officiellement dans la perspective d'établir un gouvernement économique et politique de la zone euro. Ce projet, selon nous, s'imposera à brève échéance - en attendant qu'il ne s'impose à l'Europe tout entière. Il faut seulement se rendre compte qu'il s'agira d'un enjeu de taille, auquel on ne se préparera pas en affirmant, ni sa foi dans le libéralisme, ni au contraire la volonté de faire cavalier seul en Europe au nom d'intérêts strictement nationaux.

L'économiste Jean Pisani-Ferry, dans *Le Monde* du 10 juillet, p. 20, évoque les conceptions différentes que les pays membres de l'Eurogroupe se font, aussi bien de la politique monétaire commune que de la coordination des politiques économiques. Il rappelle que pour l'Allemagne et pour la France, la monnaie unique a “une signification politique profonde. Mais ce n'est pas la même. Dans la conception allemande, elle symbolise un destin commun et une union monétaire doit s'accompagner d'une union politique de type fédéral, permettant aux peuples d'accepter la rigueur des règles. Dans la conception française, en revanche, la monnaie reste un attribut de la souveraineté étatique et son transfert au niveau européen doit emporter la construction d'autres éléments de souveraineté partagée. Une gouvernance par la décision est ce qui traduit l'engagement politique des Etats et permet de se passer d'une construction fédérale”.

La construction de l'Eurogroupe peut apparaître comme une solution permettant de concilier ces deux exigences, étant entendu que la création d'une Fédération européenne, trop ambiguë en termes politiques, semble remise sine die. Beaucoup d'observateurs ont proposé de bâtir autour de cette structure un « gouvernement économique de la zone euro » qui serait une forme ambitieuse de coopération renforcée entre ses membres. Une monnaie commune ne suffit pas si elle ne s'accompagne pas d'engagements politiques et de décisions économiques et financières harmonisées. Une

Consommation de carbone et bien être en Europe

Economie - Social - Environnement

Un rapport de la NEF

En association avec l'organisation écologique Friends of the Earth, la NEF (New Economics Foundation) vient de mener une étude à l'échelle européenne mesurant le rapport entre la consommation de carbone par pays et le bien-être économique et social. Ce rapport révèle que l'Europe dans son ensemble est moins efficace aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 40 ans.

Le rapport de la Nef a utilisé un « *European Happy Planet Index* » qui mesure en fonction de leur consommation en carbone la façon selon laquelle 30 nations européennes assurent à leurs citoyens des vies longues et en bonne santé. Le tableau est très différent selon les pays. De plus, la situation s'est détériorée depuis 40 ans. A une époque où l'accent est mis de plus en plus sur les conséquences du changement climatique, ce résultat est particulièrement préoccupant.

Les systèmes assurant le bien-être économique et social des pays européens diffèrent dans un rapport de 1 à 6 au regard de leur empreinte environnementale. Le Royaume Uni vient au 21e rang sur les 30 pays pour l'efficacité énergétique de ses politiques de bien-être, devant seulement le Portugal, la Grèce et le Luxembourg. C'est l'Islande qui tient la tête du palmarès. Ce pays montre qu'il peut assurer le "bonheur" de ses habitants au meilleur coût environnemental. Il conjugue des politiques sociales ambitieuses et un usage intensif des ressources renouvelables.

Les auteurs du rapport recommandent aux pouvoirs publics européens de ne pas hésiter à décourager les formes de production et de consommation inspirées par l'exemple anglo-saxon qui imposent des dépenses anormalement élevées en carbone. Le bonheur des citoyens n'en souffrira pas. Au contraire.

 [Le rapport de la NEF](#)

Rédaction

 Nous écrire

gouvernance collégiale devrait diagnostiquer et traiter les écarts de compétitivité et prendre les mesures sociales et fiscales susceptibles de les résoudre.

" Le projet (selon Jean Pisani-Ferry, qui passe pour plutôt libéral), c'est d'acquiescer une identité externe et de permettre à la zone euro de peser dans la régulation monétaire et financière internationale. Cette volonté, qui a dès l'origine marqué les initiatives françaises, est d'actualité dans un contexte de changement rapide des rapports de force. Les pays de la zone euro sont à la fois surreprésentés dans les forums internationaux et de faible influence dans les négociations financières. Le débat sur le taux de change chinois en est l'illustration : alors que l'enjeu est aussi important pour l'Europe que pour les Etats-Unis, la discussion se conduit essentiellement entre Washington et Pékin. A quoi sert donc d'avoir un tiers des voix au FMI, si les Etats-Unis mènent le jeu ? Les pays émergents nous invitent de plus en plus clairement à être cohérents, à nous unir, et à troquer le poids numérique contre l'influence réelle.

Un investissement des chefs d'Etat et de gouvernement sur ces deux sujets ferait sens, parce que les enjeux dépassent de loin les responsabilités des ministres des finances. Ceux-ci ne peuvent, seuls, piloter les réformes qui rendront les économies plus réactives, énoncer les implications de l'engagement monétaire, ou consentir aux abandons de souveraineté nécessaires à l'influence extérieure. C'est pourquoi il y aurait motif à réunir au moins une fois le Conseil européen en format euro. "

Il est difficile de savoir si c'est cette conception de la zone euro que partage Nicolas Sarkozy et l'actuelle majorité. S'agit-il seulement de donner le mauvais exemple en décidant seul de s'abstenir de respecter les engagements sur les déficits budgétaires ? Si oui, il sera difficile ensuite de plaider pour des cohérences communes.

Ceci d'autant plus que si l'Eurogroupe prend dans les années à venir tout son sens en termes de gouvernement économique de la zone euro, face à l'aggravation inévitable de la conjoncture économique et politique mondiale, il faudra envisager plus que de simples harmonisations fiscales et sociales. Il faudra par exemple fermer la zone par des protections réglementaires et douanières, pour éviter que les efforts faits par l'Eurogroupe ne soient récupérés par les concurrents de l'Europe sans efforts parallèles. Supposons que, comme possiblement, il apparaisse urgent d'instaurer une taxe carbone, par exemple sur des produits comme les 4/4 et moteurs trop gourmands en pétrole. Il serait trop facile aux industriels comme aux acheteurs d'échapper à cette taxe en opérant à partir d'un autre Etat européen ou hors d'Europe. Pour éviter de pénaliser les seuls européens vertueux, il faudrait alors contrôler et taxer les importations correspondantes. Ce n'est là qu'un exemple, pris parmi les plus faciles.

La difficulté que nous évoquons n'est pas pour nous un argument visant à décourager l'idée d'un gouvernement économique et politique de la zone euro, qui selon nous s'imposera à brève échéance - en attendant qu'il ne s'impose à l'Europe toute entière. Il faut seulement se rendre compte qu'il s'agira d'un enjeu de taille, auquel on ne se préparera pas en affirmant, ni sa foi dans le libéralisme, ni au contraire la volonté de faire cavalier seul en Europe au nom d'intérêts strictement nationaux.

Jean-Paul Baquiast

 Nous écrire

 [Sommaire](#)

L'Europe de l'Otan serait-elle encore la seule à croire à la RMA ?

International - Défense

Les théoriciens américains de la Guerre de 4e Génération, ou G4G (dont le stratège américain William S. Lind) affirment que les armes sophistiquées sont impuissantes face à la résistance opiniâtre des peuples envahis ou attaqués. Israël commence à s'en rendre compte. Il n'y a guère que les Européens de l'Otan pour croire encore aux vertus de la guerre des étoiles.

Le concept de super-guerre technologique a toujours fait l'affaire du Pentagone et des industriels américains travaillant pour l'armement. Récemment encore, au salon du Bourget, le chef de la division militaire de Boeing s'est inquiété d'une possible baisse du budget militaire américain (lequel rappelons-le sert ainsi à financer indirectement le Dreamliner, dont la division civile de Boeing tire grande gloire). Développé dans les années 1990, le concept a été repris et rebaptisé après l'invasion de l'Irak sous le nom de RMA (Revolution in Military Affairs) et plus récemment, à l'initiative de Rumsfeld, sous celui de Transformation. L'idée est connue. Elle consiste à dire que les armes nouvelles, aérospatiales notamment, peuvent cibler et détruire tout ennemi dans le monde, assurant



Les objectifs de la France en Europe résumés par Pierre Jouyet

Institutions - International

Dans une interview publié par "Toute l'Europe" le 3 juillet 2007, dont nous publions les extraits ayant trait aux politiques communes, Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, a ainsi résumé les objectifs que poursuivra la France, au-delà de la mise en place du nouveau traité.

Il faut pour (réconcilier les Français avec l'idée d'Europe) développer un certain nombre de politiques communes très concrètes qui ont pour objectifs de stimuler l'emploi, la croissance en Europe, de défendre les intérêts de l'Europe dans le monde, de lutter contre le réchauffement climatique, d'avoir une politique énergétique qui soit active et d'avoir également une politique d'immigration et d'intégration, en prenant en compte les traditions des différents pays, en sélectionnant les meilleures pratiques, celles qui nous semblent les plus efficaces dans ce domaine, et bien sûr une politique de co-développement.

Ce que nous souhaitons porter au niveau européen, ce sont tout d'abord les politiques les plus actives en terme de croissance. ... Ce que nous souhaitons par là, c'est avoir au service de la croissance dans les instances appropriées (Eurogroupe, Ecofin) un véritable dialogue qui s'instaure entre d'une part, ce qui existe déjà, une coopération, coordination budgétaire et financière, et d'autre part une véritable coordination économique, et faire en sorte qu'un mandat soit donné au ministre de l'Economie et des finances pour arrêter des orientations générales conformes aux traités, sur les politiques de change, qui sont aujourd'hui, dans un monde très dur, très compétitif, une arme essentielle au service de la croissance.

Nous souhaitons également développer des politiques plus actives en matière de lutte contre le réchauffement climatique, promotion de produits propres en Europe que ce soit sur les véhicules, sur les normes à haute qualité environnementale pour un certain nombre de bâtiments, avoir une politique industrielle également qui soit plus forte, c'est tous les dialogues que nous aurons avec nos partenaires allemands dans le cadre d'EADS, de pousser tous les projets comme Galileo et d'avancer comme je l'ai dit tout à l'heure sur des politiques relatives à la maîtrise des flux migratoires, qui est un enjeu extrêmement important

ainsi la sécurité des nations qui les maîtrisent. Ainsi, ces nations n'ont plus à tenir compte des résistances populaires, nationalistes, religieuses, territoriales ni des «milices» qu'elles mobilisent.

Au contraire de cette doctrine, les théoriciens de la Guerre de 4e Génération, ou G4G (dont le stratège américain William S. Lind) affirment que ces armes sont impuissantes face à la résistance opiniâtre des peuples envahis ou attaqués. Même si ceux-ci sont souvent animés de sentiments que l'on pourrait qualifier de primitifs, où la démocratie à l'occidentale est absente, ils sont capables de mettre en échec les plus fortes armées du monde. L'URSS en Afghanistan et les Anglo-Américains en Irak en ont fait l'amère expérience.

Israël en a fait également le constat récemment. Il avait cru pouvoir venir à bout des combattants palestiniens en appliquant les méthodes militaires américaines. L'échec de Tsalal est désormais patent.

Il n'y a plus que les militaires européens, ceux du moins qui (à l'Est de l'Europe) se laissent intoxiquer par le Pentagone au sein de l'Otan, pour croire encore aux vertus des technologies de type Guerre des étoiles procurées par le Pentagone. Ainsi leur aveuglement en faveur du système anti-balistique proposé par Washington a pour premier résultat de donner à Poutine des arguments lui permettant de mieux diviser l'Union Européenne. Une défense de l'Europe autonome devrait au contraire mieux analyser les menaces éventuelles qui pèsent sur notre continent et rechercher les moyens de prévention appropriés. Ceci ne passe certainement par l'intégration dans un système de défense américain qui craque de toutes parts.

NB. Si les Européens voulaient se donner une stratégie internationale (pas uniquement basée sur la défense) cela passerait par des programmes comme Galileo. C'est ce qu'a bien compris le site "trotskiste" américain, *World Socialist Web Site*, cité par *Dedefensa*. La seule réserve que nous ferions à cet article concerne la volonté des Européens de se donner grâce à Galiléo une vision stratégique, comme croit le constater son auteur. On se demande si, à part quelques personnes en France et à Bruxelles, les gouvernements européens le considèrent ainsi.

[Article du WSWebSite sur Galiléo](#)

Jean-Paul Baquiast



Ouverture du marché de l'électricité et du gaz

Economie - Environnement

L'entrée de la France dans un marché de l'énergie dérégulé, ce 1er juillet, montre bien l'aberration de l'idéologie libérale qui s'était abattue sur l'Europe et qui continue irrésistiblement à se répandre, malgré les dégâts qu'elle produit. On se demande qui va se décider à arrêter le navire fou lancé à l'assaut des sociétés européennes. A quand une vraie politique européenne de l'énergie, guidée non par les actionnaires mais par les pouvoirs publics?

Expliquons-nous. Tout le monde en France se plaint aujourd'hui de la dérégulation dans le domaine du téléphone et de l'Internet. Des opérateurs irresponsables, que chacun peut nommer, ont fait des offres attrayantes que ne supportait aucun investissement dans les réseaux. Résultat : l'opérateur historique a été mis en difficulté et pour survivre, il a dû lui aussi diminuer la qualité de son offre. Dieu merci cependant il reste le meilleur. Pour ma part, je lui suis toujours fidèle et suis content de l'être car quand je demande son intervention, elle arrive dans un délai plus que raisonnable. On me dira que sans concurrence, nous en serions encore en France au minitel. Certainement pas. On peut organiser, même dans les réseaux de télécommunication, une certaine compétition entre grands offreurs dans un cadre globalement régulé...Mais il vaudrait mieux évidemment que ceci se fasse au niveau européen.

Ceci dit, les TIC sont une chose. L'électricité-gaz représente un tout autre enjeu. D'une part, le domaine suppose des investissements massifs, tant en production qu'en distribution. En ce qui concerne le gaz, il s'insère dans des négociations géopolitiques dont les Etats ne peuvent se désintéresser. Par ailleurs, ces investissements impactent lourdement le milieu. Les entreprises privées, aux mains d'un capital flottant et guidées par le souci de rémunérer à court terme les actionnaires, ne les feront pas ou les feront à tort et à travers. Ce n'est pas sur le mécanisme du marché qu'il faut compter pour encourager, comme on le prétend, de petits producteurs marginaux faisant appel aux énergies renouvelables.

dans un monde affecté par des mouvements démographiques d'une ampleur inégalée.

Nous souhaitons également avoir bien évidemment une coopération policière plus forte pour lutter contre le terrorisme, le blanchiment d'argent et également faire en sorte que nous puissions disposer à côté de l'Union européenne, d'un projet d'Union méditerranéenne qui rende plus visible cette zone dans le cadre mondial parce que, ce qui est tout à fait surprenant, c'est que vous avez des zones comme l'Asie, l'Amérique, l'Europe, qui sont tout à fait visibles au niveau global et vous avez une zone où se concentrent les conflits qui menacent de déstabiliser notre planète, qui sont concentrés autour de la Méditerranée. Il existe un manque de coordination entre les deux côtés de la méditerranée. Nous souhaitons donc, par des projets concrets relatifs à la promotion de l'infrastructure, l'investissement, ou de co-développement, renforcer véritablement la coopération entre les deux rives de la Méditerranée et aller au-delà de ce que l'on appelle le processus de Barcelone, c'est-à-dire du partenariat euroméditerranéen, tout en conservant bien sûr les bases et les instruments de ce partenariat Euromed.

Voilà les principaux chantiers sur lesquels nous aurons à travailler au cours des prochains mois pour préparer la Présidence française qui arrive très vite puisqu'elle se mettra en œuvre à partir du 1er juillet 2008.

Notre commentaire : il est dommage que les questions importantes concernant les besoins de financement de la recherche européenne et des universités n'aient pas été évoquées. Plus généralement le thème qui nous est cher, celui des technologies de souveraineté, est passé sous silence, à l'exception de Galiléo et d'EADS. Ce qui est indiqué va cependant dans le bon sens, mais tant que ces intentions ne seront pas traduites dans des objectifs pluriannuels dotés de moyens budgétaires et d'indicateurs de résultat, on peut craindre que ces objectifs restent du domaine des intentions.

Rédaction
 [Nous écrire](#)

Les Etats doivent donc conserver des opérateurs puissants, soutenus par des aides publiques et soumis à des cahiers des charges stricts. Si au niveau européen, les gouvernements pouvaient encourager des rapprochements, ce serait une bonne chose, mais ceux-ci doivent viser en premier lieu le renforcement de la capacité de recherche/développement et de production des opérateurs.

Voyons maintenant la question des tarifs de vente au public. Actuellement les adversaires de la dérégulation dans l'énergie font valoir, non sans arguments, que dans les pays qui l'ont déjà mise en œuvre, après une baisse momentanée des prix, ceux-ci sont remontés bien au-delà des montants initiaux. Donc, le consommateur est perdant. On retrouve une situation qui se rapproche de celle faite aux abonnés du téléphone après ouverture à une concurrence sans règles. Mais pour nous, le bon argument contre la concurrence, aussi fondé qu'il soit, n'est pas là. En effet, pour préparer l'Europe à la grande crise climatique et environnementale qui s'annonce, il ne faudrait pas diminuer les prix de l'énergie mais les augmenter, afin d'encourager les économies. Que les prix de l'électricité et du gaz s'élèvent serait plutôt dans cette perspective une bonne nouvelle.

Mais cette augmentation ne devrait pas se faire au profit des actionnaires. Elle devrait favoriser les investissements. On voit bien alors qu'une telle politique n'aurait de sens que si elle portait sur toutes les énergies et en priorité sur celles produites par le charbon et le pétrole, avec notamment la taxe carbone envisagée dans certains discours politiques, ou toutes autres mesures visant aux mêmes fins. Nous n'en sommes pas là, ni en France ni, encore moins, en Europe.

Que conclure donc de ce qui précède ? C'est que non seulement l'ouverture des marchés de l'énergie ne devrait plus être considérée comme la priorité pour l'Europe, mais encore qu'il faudrait substituer à cette politique – trop facile hélas – d'ouverture, une politique globale de l'énergie, portant à la fois sur les économies, les investissements dans les sources de production non polluantes et les réseaux de distribution sécurisés, la définition de tarifs favorisant en priorité la rationalisation des usages. Autrement dit, il ne peut s'agir là que de questions régaliennes, à discuter et décider dans les conférences intergouvernementales européennes. Les esprits sont loin aujourd'hui d'en convenir. Mais parions qu'avec le renforcement de la crise environnementale, ils changeront vite d'avis et se tourneront vers les Etats ...et les institutions européennes, afin d'y chercher à la fois la protection et l'audace qui s'imposent dans ce domaine vital de l'énergie.

Jean-Paul Baquiast

 [Nous écrire](#)

 [Sommaire](#)



Événements

Le blog européen de Toute l'Europe

Institutions - Culture

Toute l'Europe.fr vient de lancer un blog consacré à la présentation et à la discussion des questions intéressant l'actualité européenne, baptisé du joli nom d' eTOILE. Ce nouveau site mérite d'être inscrit parmi les favoris de tous ceux qui militent pour la construction européenne.

Rassurez-vous. Il y a encore de la place pour ceux qui souhaitent apporter à cette vaste question des éclairages politiques nouveaux.

 [Le blog européen de Toute l'Europe](#)

Jean-Paul Baquiast

 [Nous écrire](#)

 [Sommaire](#)

Europa++ est une publication de PanEurope France, réalisée en collaboration avec **Automates Intelligents**. Directeur de la publication : Alain Terrenoire. Rédacteur en chef : Jean-Paul Baquiast. Conception et routage : Aphania. Crédits photos : D.R.. Copyright PanEurope France 2007. Droits de reproduction sous réserve d'accord de notre part et de mention de la source. Conformément à la loi No 2004-801 du 6 août 2004 (...) modifiant la loi No 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, tout utilisateur ayant déposé des informations directement ou indirectement nominatives, peut demander la communication de ces informations et les faire rectifier le cas échéant.